

# Iran : une élection sans grand espoir

mercredi 17 juin 2009, par [KIA Babak](#) (Date de rédaction antérieure : 10 juin 2009).

**46 millions d'électeurs iraniens sont appelés aux urnes, le vendredi 12 juin, pour élire leur président.**

Même si le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, est le personnage le plus puissant de la République islamique, l'« élection » présidentielle revêt une importance particulière. Trois candidats, autorisés par le régime, affrontent le président sortant, Mahmoud Ahmadinejad. Comme toujours en République islamique, les candidats sont des caciques du régime, qui représentent des intérêts différents. Il s'agit d'une lutte d'influence acharnée entre les factions au pouvoir. L'enjeu est le contrôle de la rente pétrolière, de l'import-export et de l'économie plus largement.

Ainsi, à Ahmadinejad, il faut rajouter Mohsen Rezaï, actuellement membre de l'Assemblée des experts, chargée de superviser l'activité du Guide suprême. Rezaï a dirigé, de 1981 à 1997, le corps des Pasdaran (gardiens de la révolution), l'armée d'élite de la République islamique. Il est visé par un mandat d'arrêt international lancé par l'Argentine pour son rôle présumé dans l'attentat à la bombe commis en 1994 contre le siège de l'organisation juive Amia (85 morts). Autre candidat, Mehdi Karoubi a été président du Parlement à deux reprises (1990-1992 et 2000-2004). Enfin, le challenger le plus sérieux, Mir Hossein Moussavi a été Premier ministre de 1981 à 1989, en pleine guerre Iran-Irak, puis conseiller des présidents Akbar Hachemi Rafsandjani (1989-1997) et Mohammed Khatami (1997-2005). Il a le soutien du camp dit « réformateur ». C'est le candidat le plus bienveillant à l'égard des intérêts occidentaux. Une partie de la jeunesse issue des classes moyennes et citadines sera tentée de voter pour Moussavi, afin d'en finir avec Ahmadinejad qui, durant son mandat, n'a pas hésité à réprimer les mouvements étudiants et à interdire les journaux critiques à l'égard du pouvoir.

Cependant, les chances de victoire d'Ahmadinejad sont réelles. Il conserve, notamment par sa rhétorique pieuse, nationaliste et populiste, une capacité de mobilisation importante au sein des couches les plus pauvres de la population. Il dispose de véritables soutiens au sein des Pasdarans, dont il est le garant des intérêts. Enfin, il est le candidat du Guide suprême. Ce dernier élément indique clairement que tout sera fait pour qu'Ahmadinejad puisse remporter ce scrutin.

Bien entendu, ces élections n'ont rien de démocratique. Les tricheries sont monnaie courante et la victoire ira au camp qui aura le plus bourré les urnes. D'où un désintérêt important des Iraniens et l'enjeu pour le régime d'afficher un taux de participation conséquent. A tel point que, pour la première fois, le pouvoir a organisé des débats télévisés entre les candidats.

Avec près de 40% de chômeurs, 30% d'inflation, 12 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, la grande majorité de la population voit son pouvoir d'achat chuter. Les Iraniens n'attendent pas grand-chose de ce scrutin. Aucun des candidats ne s'attaquera au chômage massif, à l'inflation ou à la corruption. Aucun des candidats n'accordera aux travailleurs le droit de se syndiquer et de lutter. Aucun des candidats ne condamne la répression à l'égard des femmes, de la jeunesse, des intellectuels ou des travailleurs. Tous entendent maintenir le régime dictatorial et patriarcal en place.

Ces élections se déroulent dans un climat de tension important. Tensions dont en témoignent les arrestations de travailleurs, pour avoir osé organiser des initiatives le 1<sup>er</sup> Mai, ou d'enseignants en lutte pour obtenir le paiement de leurs salaires. D'autres événements, comme l'attentat de la mosquée de Zahedan (sud-ouest de l'Iran), qui a coûté la vie à 23 personnes, montrent l'instabilité qui règne dans certaines régions peuplées par les minorités nationales et religieuses réprimées par la mollaharchie. Dans ces circonstances, les résistances multiformes qui s'expriment en Iran sont le seul espoir dans le combat pour la justice sociale, la démocratie, l'égalité et la laïcité.

---

**P.-S.**

\* Paru dans « Tout est à nous » n° 12 du 11 juin 2009.